

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/60/ISL
26 février 2003

(03-1161)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notifications de mise à jour présentée conformément à l'article XVI:1
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les
subventions et les mesures compensatoires

ISLANDE

Révision

La Mission permanente de l'Islande a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 21 janvier 2003.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. SECTEUR AGRICOLE.....	2
1.1 Accords sur les produits agricoles; versements en faveur de la production de lait et de l'élevage d'ovins	2
II. SOUTIEN À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT ET À L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE	4
2.1 Fonds de développement de la technologie	4
2.2 Soutien à la recherche-développement dans le secteur de l'aquaculture marine.....	5
III. SOUTIEN AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	6
3.1 Initiative pour la création d'emplois	6
IV. SOUTIEN À L'EMPLOI ET À LA FORMATION.....	7
4.1 Fonds de formation professionnelle. Soutien à la formation professionnelle	7
4.2 Création d'emplois pour les femmes dans les zones rurales	8
4.3 Réinsertion professionnelle et emploi des handicapés	9
4.4 Formation professionnelle dans le secteur de la pêche	9
V. SOUTIEN RÉGIONAL.....	10
5.1 Aide à des projets de développement	10
5.2 Aide au développement économique local	11

I. SECTEUR AGRICOLE

A. TITRE DU PROGRAMME

1.1 Accords sur les produits agricoles; versements en faveur de la production de lait et de l'élevage d'ovins (Postes budgétaires n° 04-801 et 04-805)

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Ministère de l'agriculture.

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

Les objectifs de la politique agricole islandaise sont notamment les suivants: accroître l'efficacité du secteur agroalimentaire, assurer l'autosuffisance du pays pour la production de ses principaux produits agricoles, encourager l'utilisation, dans la mesure du possible, d'intrants nationaux, exploiter autant que possible les possibilités d'exportation, garantir un revenu équitable aux agriculteurs et intégrer les questions environnementales dans la politique agricole.

D. FORME DE LA SUBVENTION

Dans le cadre des efforts faits pour mettre en place un système de transferts plus transparent et plus efficace, des versements directs basés sur des objectifs de soutien ont été introduits pour les producteurs enregistrés de viande d'ovins et de lait, respectivement en 1992 et 1993. Toutefois, depuis la conclusion de l'Accord sur les produits agricoles de 1996, la production de viande d'ovins n'est plus une condition requise; les producteurs doivent désormais posséder 60 pour cent d'ovins vivants au titre de leur contingent de viande (ce qui remplace les objectifs de soutien). Les allocations de crédits au titre des accords sur les produits agricoles sont imputées sur les postes n° 04-801 et 04-805 du budget (Ministère de l'agriculture).

E. MONTANT DE LA SUBVENTION

Les tableaux 1 et 2 ci-après indiquent le montant du soutien d'après le montant total des dépenses inscrites au budget de 1999.

Tableau 1 Poste budgétaire n° 04-801, accords sur les produits agricoles
(en millions de couronnes islandaises)

Fonds d'encouragement de la productivité agricole	175,0
Régulation du marché	609,8
Soutien des prix (total des versements directs)	4 667,9

Tableau 2 Poste budgétaire n° 04-805, soutien des prix
(en millions de couronnes islandaises)

Subventions, laine	249,4
--------------------	-------

F. RÈGLES ET CONDITIONS

La mise en œuvre de la politique agricole repose sur les accords sur les produits agricoles, négociés entre le gouvernement et l'Union des agriculteurs. En vertu de la Loi n° 99/1993 sur la production, les prix et la vente des produits agricoles, le Ministre de l'agriculture est autorisé à négocier avec l'Union des agriculteurs, au nom du gouvernement, l'objectif total de soutien pour les contingents de lait et de viande d'ovins pour lesquels l'État garantira des prix administrés. Toutefois, les prix administrés pour la viande d'ovins ont été abolis en septembre 1998.

Un soutien est accordé aux producteurs de lait et aux éleveurs d'ovins.

1. Producteurs de lait

Les producteurs de lait bénéficient de versements directs des pouvoirs publics pour les quantités livrées aux laiteries, qui doivent se situer dans les limites des objectifs de soutien fixés. Le montant du soutien financier est le même pour tous les producteurs du pays.

2. Éleveurs d'ovins

Les éleveurs d'ovins bénéficient de versements directs des pouvoirs publics basés sur les objectifs de soutien fixés pour leurs contingents de viande d'ovins, pour lesquels ils doivent posséder 60 pour cent d'ovins sur pied.

3. Éleveurs d'ovins - laine

Les installations de lavage de la laine bénéficient d'un soutien des pouvoirs publics et le prix réglementé à la production de la laine est maintenu à un niveau supérieur à celui du marché mondial. Le prix de la laine est donc administré, tant au niveau de la production qu'au niveau du commerce de gros.

4. Régulation du marché

Les fonds destinés à la régulation du marché servent à financer les frais de stockage, les efforts de commercialisation et le retrait des contingents de production de viande d'ovins. La campagne d'abattage étant relativement courte (six semaines en moyenne entre septembre et octobre), il est indispensable de constituer et de détenir des stocks de viande pour assurer l'approvisionnement entre les campagnes d'abattage. Le coût des efforts de commercialisation visant à promouvoir la viande d'ovins et les coûts liés au retrait des contingents de production sont inclus sous cette rubrique.

Dans le cadre des programmes ci-dessus, les versements vont directement aux producteurs laitiers et aux producteurs de viande d'ovins. Les deux autres programmes doivent être considérés comme des programmes de régulation du marché.

G. DURÉE

Les accords actuels sur les produits agricoles prendront fin en août 2005 (producteurs laitiers) et en décembre 2007 (éleveurs d'ovins).

H. FONDEMENT JURIDIQUE

Loi n° 99/1993 sur la production, les prix et la vente des produits agricoles et budget.

I. EFFETS SUR LE COMMERCE

Les effets des subventions sur le commerce n'ont pas été évalués. On trouvera cependant dans les tableaux 3 et 4 ci-dessous des chiffres relatifs à la production, à la consommation et aux exportations des produits agricoles visés.

Tableau 3 Quantités de lait livrées aux laiteries et consommation de produits laitiers
estimée sur la base de la teneur en matières grasses
(en milliers de litres)

Année	Lait livré aux laiteries	Crème	Produits à base de yaourt, etc.	Beurre	Fromages	Lait en poudre écrémé, etc.
1999	107 196	16 522	3 210	25 091	23 406	1 391

Tableau 4 Quantité de viande d'ovins
(en tonnes)

Année	Production	Exportations	Consommation
1999	8 644	1 038	6 913

II. SOUTIEN À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT ET À L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

A. TITRE DU PROGRAMME

2.1 Fonds de développement de la technologie

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Conseil de la recherche, relevant du Ministère de la culture et de l'éducation.

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

Le Fonds de développement de la technologie a pour objectif de favoriser l'innovation en encourageant la recherche et le développement technologique.

D. MONTANT ET FORME DE LA SUBVENTION

Montant de la subvention et nombre de projets en 1999:

Programme du Fonds de développement de la technologie	Millions de couronnes islandaises	Nombre de projets
Projets de R-D – Soutien à des projets de caractère général	168 000	72
Transfert de connaissances	26 600	19
Avant-projets	13 800	28
Frais de voyage pour la planification de projets de R-D bilatéraux ou internationaux	3 100	15
	211 500	

Des aides financières sont accordées dans le cadre de trois programmes: projets de caractère général, projets de transfert de connaissances et projets de coopération.

Les projets de caractère général sont des projets de R-D. Le fonds finance en moyenne 30 à 40 pour cent du coût total des projets. Le reste est financé par les entreprises et les institutions de R-D qui y participent.

Les projets de transfert de connaissances s'adressent aux entreprises qui manquent de savoir-faire technique mais qui envisagent d'entreprendre des activités de R-D pour accroître leur compétence technologique. La subvention est destinée à financer la moitié du coût salarial d'un technicien.

Les projets de coopération consistent à la fois en avant-projets visant à étudier et planifier des projets de R-D futurs et en subventions de voyage accordées aux entreprises et aux institutions de R-D intéressées par des projets multinationaux européens.

E. RÈGLES ET CONDITIONS

Les subventions ne sont accordées que sur présentation d'une demande relative à un projet, et tous les projets sont cofinancés. Aucun plafond n'est officiellement fixé, mais le soutien accordé couvre en moyenne 30 pour cent du coût total du projet. Il s'agit uniquement d'aides financières de contrepartie et les demandeurs financent eux-mêmes la différence. Ce soutien est accordé aux universités, aux instituts publics de recherche, aux entreprises et aux chercheurs. Toutes les catégories de demandeurs peuvent en bénéficier, quelle que soit leur branche d'activité.

F. FONDEMENT JURIDIQUE

Loi n° 61/1994 sur le Conseil islandais de la recherche, modifiée par la Loi n° 44/1995.

G. EFFETS SUR LE COMMERCE

Le soutien étant accordé à divers petits projets et secteurs, il est difficile de présenter des données statistiques permettant d'en évaluer les effets sur le commerce.

H. DURÉE

La durée n'est pas limitée.

A. TITRE DU PROGRAMME

2.2 Soutien à la recherche-développement dans le secteur de l'aquaculture marine

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Ministère de la pêche.

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

Accroître les connaissances scientifiques dans le domaine de l'aquaculture marine.

D. FORME DU SOUTIEN

Aides financières.

E. MONTANT DU SOUTIEN

1999

Millions de couronnes islandaises 19,1

F. RÈGLES ET CONDITIONS

Les aides sont accordées sur présentation d'une demande, qui est évaluée par un comité spécial.

G. DURÉE

La durée n'est pas limitée, mais la décision concernant chaque programme est prise pour un an.

H. FONDEMENT JURIDIQUE

Poste budgétaire n° 05-190.

I. EFFETS SUR LE COMMERCE

Le soutien n'a pas d'effet sur le commerce car il est limité.

III. SOUTIEN AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

A. TITRE DU PROGRAMME

3.1 Initiative pour la création d'emplois
(Poste budgétaire n° 11-299-148)

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

IceTec, organisme relevant du Ministère de l'industrie et du commerce.

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

L'objectif est d'accroître les connaissances et les compétences des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises notamment dans les domaines de la gestion, des finances, du développement de produits, de la commercialisation et de l'innovation.

D. FORME DU SOUTIEN

Les frais afférents au recrutement de consultants, au développement de produits, à la commercialisation et à l'innovation peuvent donner droit à une aide. D'une manière générale, le soutien ne doit pas couvrir plus de 30 pour cent des dépenses admissibles et ne doit pas être supérieur à 50 pour cent.

E. MONTANT DU SOUTIEN

1999

Millions de couronnes islandaises 113

F. RÈGLES ET CONDITIONS

Les entreprises et les particuliers domiciliés en Islande peuvent demander une aide financière. Les particuliers qui présentent une demande doivent déclarer qu'ils n'ont pas bénéficié, au cours des trois années précédentes, d'une aide du gouvernement d'un montant supérieur à 8,4 millions de couronnes islandaises (100 000 écus), y compris le montant de l'aide demandée. Les aides spéciales à l'investissement ne sont pas prises en compte. Sur cette somme, environ 33 millions de couronnes islandaises sont alloués aux entreprises et aux particuliers établis dans les zones rurales qui ne bénéficient pas du développement de l'hydroélectricité et du développement industriel connexe.

G. DURÉE

Il n'y a pas de limite de durée, mais la décision concernant chaque programme est prise pour un an.

H. FONDEMENT JURIDIQUE

Budget.

I. EFFETS SUR LE COMMERCE

Le soutien n'a pas d'effet sur le commerce étant donné que le programme a un caractère général et que le soutien est limité.

IV. SOUTIEN À L'EMPLOI ET À LA FORMATION

A. TITRE DU PROGRAMME

4.1 Fonds de formation professionnelle. Soutien à la formation professionnelle

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Ministère des affaires sociales, Direction du travail.

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

Le programme vise principalement à encourager la formation et le perfectionnement professionnels, généralement en cours d'emploi.

D. FORME DE LA SUBVENTION

Aides financières.

E. MONTANT DE LA SUBVENTION

Dépense effective totale en 1999: 55,7 millions de couronnes islandaises.

Dans le cadre de ce programme, des aides ont été accordées à 53 bénéficiaires pour l'organisation de 101 cours de formation professionnelle. La plupart des bénéficiaires sont des organismes à but non lucratif ou des organismes publics.

F. RÈGLES ET CONDITIONS

Les aides sont accordées aux organismes qui présentent une demande au Fonds de formation professionnelle. Elles sont destinées principalement à la préparation de cours et d'autres matériels didactiques pour les stages de formation professionnelle.

G. DURÉE

Le programme a démarré en 1992. Sa durée n'a pas été spécifiée.

H. FONDEMENT JURIDIQUE

Loi n° 19/1992 sur la formation professionnelle et budget, poste n° 07-984.

A. TITRE DU PROGRAMME

4.2 Création d'emplois pour les femmes dans les zones rurales

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Ministère des affaires sociales, Direction du travail.

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

Ce programme a pour principal objectif de créer des emplois pour les femmes, en particulier dans les régions où le chômage des femmes est élevé.

D. FORME DE LA SUBVENTION

Aides financières couvrant jusqu'à 50 pour cent des coûts afférents à la recherche-développement de base, à l'innovation et au développement de nouveaux produits, procédés et systèmes de production industrielle. La Direction du travail verse les aides et en contrôle l'utilisation.

E. MONTANT DE LA SUBVENTION

Dépense effective totale en 1999: 14,9 millions de couronnes islandaises.

Il est difficile de donner des renseignements précis sur le nombre d'emplois créés ou maintenus, car il s'agit dans bien des cas d'emplois à temps partiel.

F. RÈGLES ET CONDITIONS

Aides financières accordées aux femmes, sur présentation d'une demande à la Direction du travail, le plus souvent en vue de la mise au point et de la commercialisation de nouveaux produits. L'aide peut aussi être accordée à des entreprises créées par des femmes.

G. DURÉE

Le programme a démarré en 1990. Sa durée n'a pas été spécifiée.

H. FONDEMENT JURIDIQUE

Décision du gouvernement de 1990 et budget, poste n° 07-984.

A. TITRE DU PROGRAMME

4.3 Réinsertion professionnelle et emploi des handicapés

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Ministère des affaires sociales

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

Ce programme a pour principal objectif de faciliter la réinsertion professionnelle des handicapés.

D. FORME DE LA SUBVENTION

Subventions au titre des salaires bruts accordées aux centres de réinsertion.

E. MONTANT DE LA SUBVENTION

Dépense effective totale en 1999: 142,4 millions de couronnes islandaises.

F. RÈGLES ET CONDITIONS

Les centres de réinsertion doivent être titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par le Ministère des affaires sociales pour pouvoir demander des subventions. Ces subventions sont destinées principalement à la rémunération des personnes handicapées.

G. DURÉE

Le nouveau programme a démarré en 1992. Sa durée n'a pas été spécifiée.

H. FONDEMENT JURIDIQUE

Loi n° 59/1992 sur les handicapés et postes budgétaires n° 07.701, 07.702, 07.703, 07.706, 07.707, 07.708 et 07.711.

A. TITRE DU PROGRAMME

4.4 Formation professionnelle dans le secteur de la pêche
(Poste budgétaire n° 05-190)

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Ministère de la pêche.

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

Ce programme a pour but de sensibiliser davantage les entreprises à la qualité et d'améliorer les conditions de travail dans ce secteur afin d'obtenir de meilleurs produits et d'assurer aux travailleurs des conditions plus satisfaisantes.

D. FORME DE LA SUBVENTION

Il s'agit d'aides financières, basées sur les frais d'administration de séminaires et de programmes de formation portant sur la qualité, les conditions de travail, etc. Elles sont versées aux bureaux de consultants concernés au titre des frais généraux afférents aux programmes - salaires, frais de voyage, matériels, etc.

E. MONTANT DE LA SUBVENTION

Dépense effective totale en 1999: 11 millions de couronnes islandaises.

F. RÈGLES ET CONDITIONS

Le programme s'adresse à toutes les entreprises nationales de transformation du poisson.

G. DURÉE

La durée du programme n'est pas limitée et les montants sont fixés dans le cadre du budget annuel.

H. FONDEMENT JURIDIQUE

Poste budgétaire n° 05-190.

I. EFFETS SUR LE COMMERCE

Il n'est pas possible d'évaluer les effets sur le commerce.

V. SOUTIEN RÉGIONAL

A. TITRE DU PROGRAMME

5.1 Aide à des projets de développement

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Institut de développement régional.

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

Le programme a pour objectif de favoriser le développement économique des régions bénéficiant d'une aide nationale. Il concerne de tout petits projets, portant essentiellement sur le développement de produits, la commercialisation, la formation et la réalisation d'études de faisabilité.

D. FORME DE LA SUBVENTION

Aides financières couvrant jusqu'à 40 pour cent environ du coût des projets. Il existe des dispositions juridiques prévoyant d'autres formes de soutien pour l'institut.

E. MONTANT DE LA SUBVENTION

Dépense effective totale en 1999: 65,4 millions de couronnes islandaises.

F. RÈGLES ET CONDITIONS

Le programme s'adresse aux particuliers, aux entreprises privées, aux sociétés locales de développement et aux municipalités.

G. DURÉE

La durée du programme n'est pas limitée et les montants alloués sont fixés dans le cadre du budget annuel.

H. FONDEMENT JURIDIQUE

Loi n° 64/1985 portant création de l'Institut de développement régional; poste budgétaire n° 01-221.

A. TITRE DU PROGRAMME

5.2 Aide au développement économique local

B. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Institut de développement régional.

C. OBJECTIF GÉNÉRAL

Le programme a pour but d'aider les sociétés de développement économique local à donner des conseils aux petites entreprises de leur région.

D. FORME DE LA SUBVENTION

Aides financières couvrant jusqu'à 50 pour cent des frais de fonctionnement spécifiés afférents aux services de conseil.

E. MONTANT DE LA SUBVENTION

Dépense effective totale en 1999: 95,5 millions de couronnes islandaises.

F. RÈGLES ET CONDITIONS

Outre les activités de conseil et le développement économique général, le programme couvre la fourniture de services de conseil spéciaux dans le secteur du tourisme.

G. DURÉE

La durée du programme n'est pas limitée et les montants sont fixés dans le cadre du budget annuel.

H. FONDEMENT JURIDIQUE

Loi n° 64/1985 portant création de l'Institut de développement régional; poste budgétaire n° 01-221.
